

Art. 2. Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre des Affaires étrangères, Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 décembre 1990.

BAUDOUIIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Affaires étrangères,

M. EYSKENS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

P. DE KEERSMAEKER

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

R. DELIZEE

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
ET MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES**

F. 91 — 225

5 DECEMBRE 1990

Arrêté royal relatif aux produits surgelés

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce modifiée par les lois du 4 août 1978, du 14 novembre 1983, du 26 juillet 1985, du 8 août 1986 et du 29 octobre 1987;

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, modifiée par la loi du 22 mars 1989, notamment l'article 2;

Vu la directive 89/108/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 décembre 1988 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les aliments surgelés destinés à l'alimentation humaine;

Vu les lois du Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que ces dispositions doivent être arrêtées dans le délai prévu par la directive 89/108/CEE précitée;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques, de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par « produits surgelés » : les produits destinés à l'alimentation humaine :

— qui ont été soumis à un processus approprié de congélation dit « surgélation », permettant, de franchir aussi rapidement que nécessaire, en fonction de la nature du produit la zone de cristallisation maximale, ayant pour effet que la température du produit dans tous ses points — après stabilisation thermique — est maintenue sans interruption à des valeurs égales ou inférieures à -18°C , et

— qui sont commercialisés de manière à indiquer qu'ils possèdent cette caractéristique.

§ 2. Les glaces alimentaires ne sont pas considérées comme produits surgelés au sens du présent arrêté.

§ 3. Le présent arrêté s'applique sans préjudice des dispositions relevant :

a) d'une organisation commune des marchés de la CEE dans les domaines de l'agriculture et de la pêche;

b) des arrêtés d'exécution pris sur la base de la législation relative à l'expertise et au commerce des viandes et à l'expertise et au commerce du poisson, des volailles, des lapins et du gibier.

Art. 2. Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Staatssecretaris voor Landbouw en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 december 1990.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. BUSQUIN

De Minister van Buitenlandse Zaken,

M. EYSKENS

De Staatssecretaris voor Landbouw,

P. DE KEERSMAEKER

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

R. DELIZEE

**MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU
EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN**

N. 91 — 225

5 DECEMBER 1990

Koninklijk besluit betreffende diepvriesprodukten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken gewijzigd bij de wetten van 4 augustus 1978, 14 november 1983, 26 juli 1985 en 29 oktober 1987;

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten, gewijzigd bij de wet van 22 maart 1989, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de richtlijn 89/108/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 december 1988 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lid-Staten inzake voor menselijke voeding bestemde diepvriesprodukten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat deze bepalingen binnen de door de voornoemde richtlijn 89/108/EEG bepaalde termijn moeten vastgesteld worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken, van Onze Minister van Sociale Zaken, en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder « diepvriesprodukten » : de voor menselijke voeding bestemde produkten :

— die een speciaal bevroeringsproces, « diepvriezen » genaamd, hebben ondergaan waardoor zo snel als nodig is en afhankelijk van de aard van het produkt de maximale kristallisatiezone wordt overschreden, met het gevolg dat na thermische stabilisatie de temperatuur overal in het produkt zonder onderbreking gehandhaafd blijft op -18°C , en

— die in de handel worden gebracht op een wijze waaruit blijkt dat zij dit kenmerk bezitten.

§ 2. Consumptieijds wordt niet als diepvriesprodukt in de zin van dit besluit beschouwd.

§ 3. Dit besluit is van toepassing, onverminderd de voorschriften met betrekking tot :

a) de gemeenschappelijke ordening van de markten van de EEG op het gebied van de landbouw en de visserij;

b) de uitvoeringsbesluiten genomen op basis van de wetten betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel en betreffende de keuring van en de handel in vis, gevogelte, konijnen en wild.

Art. 2. Seuls les produits définis à l'article 1^{er}, § 1^{er} peuvent porter les dénominations prévues aux articles 8 et 9.

Art. 3. § 1^{er}. Les matières premières utilisées pour la fabrication des produits surgelés doivent être de qualité saine, loyale et marchande et présenter le degré nécessaire de fraîcheur.

§ 2. La préparation des produits à traiter et la surgélation doivent être effectuées sans retard à l'aide d'un équipement technique approprié de manière à réduire au minimum les modifications chimiques, biochimiques et microbiologiques.

Art. 4. Les substances frigorigènes autorisées, employées pour la surgélation par contact direct, sont exclusivement les suivantes :

- l'air;
- l'azote;
- l'anhydride carbonique.

Art. 5. Le température des produits surgelés doit être stable et maintenue, dans tous les points du produit, à -18°C ou plus bas, avec éventuellement de brèves fluctuations vers le haut de 3°C maximum :

- pendant le transport;
- pendant la distribution locale;
- dans les meubles de vente.

Art. 6. Les modalités de contrôle de la température des produits surgelés et des moyens de transport, d'entreposage et de la distribution locale ainsi que les critères de pureté des substances frigorigènes peuvent être fixés par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Art. 7. Les produits surgelés destinés à être livrés au consommateur final doivent être conditionnés par le fabricant ou le conditionneur dans des préemballages appropriés qui les protègent contre les contaminations extérieures microbiennes ou autres et contre le dessèchement.

Art. 8. Sans préjudice de l'arrêté royal du 13 novembre 1986 relatif à l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées, les produits surgelés destinés à être livrés en l'état au consommateur final ainsi qu'aux restaurants, hôpitaux, cantines et autres collectivités, doivent porter les mentions suivantes :

a) la dénomination de vente est complétée par la ou les mentions suivantes :

- « surgelé » en français;
- « diepvries » en néerlandais;
- « tiefgevroren » of « Tiefkühlkost » ou « tiefgekühlt » ou « gefrostat » en allemand.

b) l'indication de la date de durabilité minimale doit être accompagnée par l'indication de la période durant laquelle les produits surgelés peuvent être entreposés par le destinataire et par l'indication de la température de conservation et/ou de l'équipement de conservation requis;

c) « ne pas recongeler après décongélation. »

Art. 9. § 1^{er}. L'étiquetage des produits surgelés non destinés à être livrés au consommateur final ni aux restaurants, hôpitaux, cantines et autres collectivités similaires comporte les seules mentions obligatoires suivantes :

a) la dénomination de vente complétée conformément à l'article 8, sub a;

b) la quantité nette exprimée en unité de masse;

c) le nom ou la raison sociale du fabricant ou du conditionneur ou d'un vendeur établi à l'intérieur de la Communauté européenne.

§ 2. Les mentions prévues au § 1^{er} doivent figurer sur l'emballage, le récipient ou le conditionnement ou sur une étiquette liée à ceux-ci.

Art. 10. Les produits surgelés que ne répondent pas aux dispositions des articles 4 et 7 sont déclarés nuisibles.

Art. 11. Les infractions aux dispositions des articles 2 à 8 et de l'article 9, § 1^{er}, a et c, sont recherchées, poursuivies et punies conformément à la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.

Art. 12. Les infractions aux dispositions de l'article 9, § 1, b et § 2 sont recherchées, poursuivies et punies conformément à la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce.

Art. 13. L'arrêté royal du 29 mars 1979 relatif aux produits surgelés est abrogé.

Art. 2. Enkel de in artikel 1, § 1 bedoelde produkten mogen de in de artikelen 8 en 9 vastgestelde benamingen dragen.

Art. 3. § 1. De grondstoffen die voor de fabricage van diepvriesprodukten worden gebruikt, moeten van een gezonde handelskwaliteit zijn en voldoende vers.

§ 2. De bereiding van de te behandelen produkten en het diepvriezen moeten zonder uitstel geschieden met behulp van een passende technische uitrusting, zodat chemische, biochemische en microbiologische veranderingen zoveel mogelijk worden beperkt.

Art. 4. De toegelaten koelmiddelen gebruikt voor het diepvriezen door rechtstreeks contact zijn uitsluitend de hierna volgende :

- lucht;
- stikstof;
- koolzuur.

Art. 5. De temperatuur van diepvriesprodukten moet stabiel blijven en overal in het produkt op -18°C of lager worden gehandhaafd met eventueel korte opwaartse schommelingen van niet meer dan 3°C :

- tijdens het vervoer;
- tijdens de plaatselijke distributie;
- in de winkelmeubelen.

Art. 6. De modaliteiten van de temperatuurscontrole van de diepvriesprodukten en van de middelen van vervoer, opslag en plaatselijke distributie evenals de zuiverheidseisen van de gebruikte koelmiddelen kunnen door de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, vastgesteld worden.

Art. 7. Diepvriesprodukten die bestemd zijn om aan de eindverbruiker te worden geleverd, moeten door de fabrikant of verpakker worden verpakt in passende voorverpakkingen die de produkten beschermen tegen besmetting van buitenaf met bacteriën of enige andere besmetting, alsook tegen uitdroging.

Art. 8. Onverminderd het koninklijk besluit van 13 november 1986 betreffende de etikettering van voorverpakte voedingsmiddelen, dienen de diepvriesprodukten die bestemd zijn om als zodanig aan de eindverbruiker en aan restaurants, ziekenhuizen, kantines en andere soortgelijke inrichtingen te worden geleverd de volgende vermeldingen te dragen :

a) de verkoopbenaming wordt aangevuld met :

- « diepvries » in het Nederlands;
- « surgelé » in het Frans;
- « Tiefgevroren » of « Tiefkühlkost » of « Tiefgekühlt » of « gefrostat » in het Duits.

b) behalve de datum van minimale houdbaarheid, de periode gedurende de welke de diepvriesprodukten bij de eindverbruiker thuis bewaard kunnen worden en op welke temperatuur en/of in welke installatie de produkten moeten worden bewaard;

c) « na ontthooing niet opnieuw invriezen. »

Art. 9. § 1. De etikettering van de diepvriesprodukten die niet bestemd zijn om aan de eindverbruiker of aan restaurants, ziekenhuizen, kantines en andere soortgelijke inrichtingen te worden geleverd, omvat slechts de volgende verplichte vermeldingen :

a) de verkoopbenaming aangevuld overeenkomstig artikel 8, onder a;

b) de nettohoeveelheid, uitgedrukt in massa-eenheden;

c) de naam of de handelsnaam en het adres van de fabrikant, de verpakker of een binnen de Europese Gemeenschap gevestigde verkoper.

§ 2. De in § 1 genoemde vermeldingen moeten voorkomen op de verpakking of het omhulsel waarin het produkt wordt aangeboden, of op een hierop aangebracht etiket.

Art. 10. Diepvriesprodukten die niet voldoen aan de bepalingen van de artikelen 4 en 7 worden schadelijk verklaard.

Art. 11. Overtredingen van de bepalingen van artikelen 2 tot en met 8 en van artikel 9, § 1, a en c worden opgespoord vervolgd en gestraft, overeenkomstig de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten.

Art. 12. Overtredingen van de bepalingen van artikel 9, § 1, b en § 2 worden opgespoord, vervolgd en gestraft overeenkomstig de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken.

Art. 13. Het koninklijk besluit van 29 maart 1979 betreffende diepvriesprodukten wordt opgeheven.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Toutefois, les produits surgelés ne répondant pas aux prescriptions d'étiquetage du présent arrêté et fabriqués avant la date d'entrée en vigueur, peuvent rester dans le commerce, à condition que leur étiquetage satisfasse aux dispositions en vigueur avant cette date.

Art. 15. Notre Ministre des Affaires économiques, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 décembre 1990.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,
W. CLAES

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,
R. DELIZEE

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Nochtans mogen de diepvriesproducten die niet voldoen aan de etiketteringsvoorschriften van dit besluit en die gefabriceerd zijn vóór de datum van invoeging, in de handel blijven, op voorwaarde dat ze voldoen aan alle tot op die datum verplichtgestelde eisen.

Art. 15. Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 december 1990.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,
W. CLAES

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,
R. DELIZEE

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 — 226

21 DECEMBRE 1990. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 décembre 1984 fixant pour l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux les mesures d'exécution de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, modifié par la loi de redressement du 22 janvier 1985, les lois du 1er août 1985, la loi du 6 juillet 1989, la loi-programme du 22 décembre 1989 et la loi du 16 juillet 1990, notamment les articles 1, 3 et 4;

Vu l'arrêté royal du 14 décembre 1984 fixant pour l'enseignement et les Centres psycho-médico-sociaux les mesures d'exécution de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les établissements d'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux doivent, sans délai, être informés des catégories de demandeurs d'emploi qu'ils pourront engager comme stagiaires au cours de cette année scolaire;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983, *Moniteur belge* du 28 décembre 1983.

Erratum : *Moniteur belge* du 2 février 1984 et du 19 octobre 1984.

Loi de redressement du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 1er août 1985, *Moniteur belge* du 6 août 1985.

Loi du 6 juillet 1989, *Moniteur belge* du 6 juillet 1989.

Loi-programme du 22 décembre 1989, *Moniteur belge* du 30 décembre 1989.

Loi du 16 juillet 1990, *Moniteur belge* du 1er août 1990.

Arrêté royal du 14 décembre 1984, *Moniteur belge* du 20 décembre 1984.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 — 226

21 DECEMBER 1990. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 december 1984 tot vaststelling in het onderwijs en in de psycho-medisch-sociale centra van de uitvoeringsmaatregelen van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, gewijzigd bij de herstelwet van 22 januari 1985, de wetten van 1 augustus 1985, de wet van 6 juli 1989, de programmawet van 22 december 1989 en de wet van 16 juli 1990, inzonderheid op de artikelen 1, 3 en 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 december 1984 tot vaststelling in het onderwijs en in de psycho-medisch-sociale centra van de uitvoeringsmaatregelen van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de onderwijsinstellingen en de psycho-medisch-sociale centra zonder uitstel op de hoogte dienen gebracht te worden van de categorieën van werkzoekenden die zij als stagiair mogen aanwerven gedurende het komende schooljaar;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 1983.

Erratum : *Belgisch Staatsblad* van 2 februari 1984 en van 19 oktober 1984.

Herstelwet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wetten van 1 augustus 1985, *Belgisch Staatsblad* van 6 augustus 1985.

Wet van 6 juli 1989, *Belgisch Staatsblad* van 6 juli 1989.

Programmawet van 22 december 1989, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1989.

Wet van 16 juli 1990, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1990.

Koninklijk besluit van 14 december 1984, *Belgisch Staatsblad* van 20 december 1984.